N° 143 > Mars.- Avril 2016

Panorama

BULLETIN D'INFORMATION DE L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS AU SÉNÉGAL

Lancement à Dakar de l'exercice naval « Obangame / Saharan Express » 2016

De gauche à droite Mme Sandra Clark, Chargé d'Affaires a.i. de l'Ambassade des États-Unis à Dakar, le Contre-amiral Cheikh Bara Cissoko, Chef d'État-major de la Marine nationale, et le Vice-Amiral James G. Foggo de la 6ème flotte de l'US Command.

Le premier exercice combiné «Obangame/Saharan Express 2016 » a été officiellement lancé, ce jeudi 17 mars 2016, à la Base navale de la Marine nationale sénégalaise, par les autorités des pays participants et observateurs de l'exercice. La cérémonie a été présidée par Mme Sandra Clark, Chargé d'Affaires a.i. de l'Ambassade des États-Unis à Dakar, le Contre-amiral Cheikh Bara Cissoko, Chef d'État-major de la Marine nationale, le Vice-Amiral James G. Foggo de la 6ème flotte de l'US Command, et le Général de Brigade Birame Diop, Chef d'État-major de l'Armée de l'Air sénégalaise.

Mis en œuvre par le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), « Obangame / Saharan Express » a débuté ce 17 mars 2016 aux larges des côtes sénégalaises et tout au long du Golfe de Guinée. Cet exercice naval est conçu pour améliorer la coopération régionale, la connaissance du domaine maritime, le partage d'informations et l'expertise d'interdiction tactique afin de contrer les activités illicites en mer.

ACTUALITE

- Lancement à Dakar de l'exercice naval Obangame Saharan Express 2016 01
- Le Sénégal est un leader dans la lutte contre le paludisme 02
- L'Ambassadeur James Zumwalt visite les régions de Kédougou, Tambacounda et Kaffrine 03
- Inauguration du collège de Simbandi Balante construit sur financement de l'USAID 04
- L'exercice militaire international Flintlock 2016 a eu lieu au Sénégal 05
- Un jardin potager scolaire entre les mains de la communauté 06
- BAYER et l'USAID mettent à la disposition des populations du Sénégal des contraceptifs oraux abordables 07
- Visite des autorités de MCC au Sénégal pour discuter du deuxième Compact 08

FOCUS SUR LES PRIMAIRES DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE AMERICAINE

- Élections aux USA : les enjeux vont bien au-delà de la Maison Blanche 9
- Fiables ou pas, les sondages sont incontournables en politique 10
- Chaque. Vote. Compte. Ces bénévoles vous le diront ! 10
- Un vote, ça ne s'achète pas. Ça se mérite 11
- QUOI DE NEUF 12

Son but est de tester les forces maritimes multinationales dans un large éventail d'opérations navales en vue d'accroître leur capacité, en tant que collectif, pour permettre aux pays du Golfe de Guinée de dissuader la piraterie, le trafic illicite et d'autres menaces maritimes. L'exercice aura lieu tout au long du Golfe de Guinée et aura des centres d'opérations maritimes terrestres à travers la région.

Dans son discours d'ouverture, Madame le Chargé d'Affaires a.i. a insisté sur le rôle de l'exercice dans le renforcement de la sécurité régionale et l'importance de la coopération internationale. Elle a déclaré: « les compétences qui seront acquises ici renforceront de manière considérable la sécurité future du domaine maritime ouest-africain. Les questions touchant au domaine maritime nous affectent tous, et exigent une solution coopérative. Ceux qui sont engagés dans la pêche illégale, la pollution, le trafic de drogues, le trafic d'armes et la traite des personnes, passent et repassent à travers les frontières maritimes nationales. Les pirates attaquent des marchands internationaux. Pour s'assurer qu'il n'y a pas de zone sûre pour les criminels, les pays doivent échanger régulièrement des informations avec leurs voisins sur des contrevenants connus ou suspectés ».
Dans le passé, « Obangame Express » et « Saharan Express » étaient deux exercices bien distincts qui ont eu lieu dans différentes régions de l'Afrique de l'Ouest, tous les deux étant à leur sixième édition. Cette année, ils ont été combinés pour développer le renforcement de capacités pour plus de partenaires à travers l'Afrique de l'Ouest.

Le Vice-Amiral James G. Foggo a indiqué que « Obangame / Saharan Express » est une opportunité de rassembler des forces africaines, européennes, de l'Amérique du sud, et des États-Unis – tous font partie du réseau global des Marines, the Global Network of Navies – afin d'améliorer nos capacités et compétences en commun ».

Une trentaine de pays participe à l'exercice de cette année : Angola, Belgique, Bénin, Brésil, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, République Démocratique du Congo, Danemark, Guinée Equatoriale, France, Gabon, Allemagne, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mauritanie, Maroc, Pays-Bas, Nigeria, Portugal, République du Congo, Sao Tome et Principe, Sénégal, Sierra Léone, Espagne, Afrique du Sud, Togo, Turquie, États-Unis et Royaume-Uni, ainsi que la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC).
L'exercice «Obangame/Saharan Express 2016 » sera clôturé le 27 mars prochain par un symposium à Douala, au Cameroun.

Le Sénégal est un leader dans la lutte contre le paludisme

Le ministre Awa Marie Coll-Seck et le Contre-Amiral Timothy Ziemer (à droite) posent avec une bénéficiaire

Le Sénégal a véritablement émergé comme leader dans la lutte contre le paludisme. L'esprit d'ouverture du pays à des approches nouvelles et innovantes dans la lutte contre le paludisme lui a permis de réaliser de grands progrès rapides dans la réduction du taux de prévalence et le rapprochant de la phase de pré-élimination, a déclaré le coordonnateur de l'Initiative présidentiel de lutte contre le paludisme (PMI) le Contre-Amiral Timothy Ziemer

Le Contre-Amiral, en visite au Sénégal, a fait cette déclaration le 14 mars dernier en présence du ministre de la Santé et de l'Action sociale, Mme Awa Marie Coll-Seck, lors du lancement de la première campagne nationale de distribution gratuite de plus 8 millions de moustiquaires imprégnés d'insecticide longue durée d'action (MILDA).
Mme le ministre Coll-Seck a souligné que le paludisme était l'un des grands obstacles au capital humain du pays, de ce fait un obstacle à l'émergence du pays.

« Nous sommes sur la bonne voie. Nous avons de bons résultats, c'est pourquoi, nous voulons maintenir ces résultats sinon ce sont de gros efforts et des milliards investis pour rien », a-t-elle ajouté.
Environ 8,2 millions de moustiquaires MILDA seront distribuées à l'échelle nationale d'ici le 28 mai 2016. Le but est d'avoir au moins 80% des plus de 14 millions habitants dormant sous moustiquaire.
Cette campagne, menée en partenariat avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Fonds Mondial et les Etats-Unis, a nécessité un financement de plus de 17 milliards de F CFA et vise à lutter efficacement contre le paludisme. La campagne de distribution est accompagnée d'une campagne de sensibilisation pour que les populations dorment sous ces moustiquaires.

Selon les données 2015 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), 75% des 106 pays où le paludisme est endémique en 2000, ont aujourd'hui réduit de façon drastique le taux de prévalence de cette maladie. Dans ce même laps de temps, 18 pays ont réduit leurs cas de paludisme par 50-75 %.

Les nouvelles estimations de l'OMS montrent que la réduction du nombre de cas de paludisme a permis d'épargner environ 900 millions de dollars sur le coût de la prise en charge des cas dans la région africaine entre 2001 et 2014.
Le Sénégal a diminué son taux de prévalence du paludisme de 36% en 1995 à une prévalence de 3% en 2015.

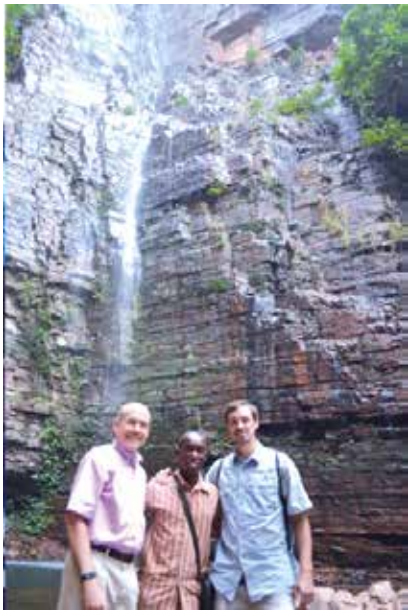
L'Ambassadeur James Zumwalt visite les régions de Kédougou, Tambacounda et Kaffrine

Les populations de Kédougou accueillent l'Ambassadeur Zumwalt

Son Excellence Monsieur James Zumwalt, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Sénégal, accompagné d'une délégation de la mission diplomatique américaine, a effectué une visite de six jours dans les régions de Kédougou, de Tambacounda et de Kaffrine, du 24 au 29 janvier 2016.

De Kédougou à Kaffrine, en passant par Tambacounda, l'Ambassadeur Zumwalt a visité des projets de développement financés par le gouvernement américain, rendu des visites de courtoisie aux autorités coutumières et administratives, rencontré des membres de la société civile et discuté en personne avec des Sénégalais engagés dans leurs activités quotidiennes.

Apres avoir visité les mines d'or de Sabodala et les sites d'orpailleurs de Kharakhena, l'Ambassadeur Zumwalt s'est réjoui des efforts déployés par les autorités sénégalaises pour faire face à la traite des personnes. «Le Sénégal est malheureusement un pays source, de transit et de destination de la traite des enfants et des femmes qui sont sujets d'exploitation au travail et au commerce du sexe», a dit l'Ambassadeur Zumwalt. Il a ajouté que «les Etats-Unis travaillent avec ses partenaires sénégalais pour éliminer ou tout au moins réduire la traite des personnes».
L'Ambassadeur Zumwalt a partout remercié les populations pour l'accueil chaleureux qu'elles lui ont réservé à Kharakhena, Faraba, Kafory, Dindefelo, Bandafassi, et Kédougou ville. Partout il a relevé l'engagement déterminé des populations à relever les défis du développement.



L'Ambassadeur Zumwalt aux chutes de Dindéfelo à Kédougou

Il a également encouragé les 28 volontaires du Corps de la Paix affectés dans divers villages de la région de Kédougou et qui travaillent avec leurs homologues sénégalais dans les domaines de la santé et de l'agroforesterie.

A Tambacounda, l'Ambassadeur Zumwalt a rencontré la forte communauté de Sénégalais ayant eu à séjourner aux Etats-Unis dans le cadre des programmes d'échange du Gouvernement américain. Avec ces Alumni, il a discuté des enjeux du développement tels qu'ils les perçoivent et des solutions appropriées.

L'Ambassadeur Zumwalt a terminé sa tournée dans la région de Kaffrine, où il a inauguré un projet d'énergie solaire au CEM Dioukoul Mbelbouk.

Cette tournée de l'Ambassadeur Zumwalt entre dans le cadre de ses visites de courtoisie auprès des populations du Sénégal et d'imprégnation du degré d'exécution des projets d'aide au développement financés par le Gouvernement américain.

Inauguration du collège de Simbandi Balante construit sur financement de l'USAID

Le ministre de l'Education nationale, M. Serigne Mbaye Thiam, (droite) et la directrice adjointe de l'USAID, Mme Sharon Carter, (gauche) coupant le ruban d'inauguration

La directrice adjointe de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), Mme Sharon Carter, et le ministre de l'Education nationale, M. Serigne Mbaye Thiam, ont inauguré le 6 février 2016 le collège d'enseignement moyen de Simbandi Balante, dans le département de Goudoump, région de Sédhiou, qui est opérationnel depuis le début de l'année scolaire.

Ce collège de proximité est l'un des 46 appuyés depuis 2007 par l'USAID à travers un accord de remboursement forfaitaire dont le but est d'améliorer les opportunités d'accès à l'enseignement moyen de milliers de jeunes filles et de garçons à travers le Sénégal.

Lors de l'inauguration à laquelle ont assisté les autorités régionales et les habitants de Simbandi Balante et des villages environnants, Mme Carter a souligné que le collège est un exemple de l'engagement des peuples américain et sénégalais à travailler ensemble pour construire des collèges proches des communautés qui offrent aux enfants, notamment aux filles, un accès à une éducation de qualité.

« Ce projet démontre la conviction commune des deux parties que l'éducation est essentielle pour le développement de nos enfants, parce qu'elle constitue la base de leur avenir. Sans l'éducation, le rêve d'un avenir meilleur est compromis pour tout enfant, mais également pour toute famille et pour toute nation », a-t-elle dit.

La directrice adjointe s'est souvenue de la discussion qu'elle a eue avec les membres du Conseil de gestion du collège lors d'un voyage en novembre dernier, saluant l'engagement de la communauté dans l'éducation de leurs enfants avec notamment l'entretien pour la durabilité des infrastructures.
« Je voudrais vous assurer de la disponibilité continue de l'USAID à mettre en commun avec vous toutes les synergies nécessaires pour bâtir un meilleur système d'éducation et de formation conformément à la politique éducative du gouvernement », a ajouté Mme Carter.

En plus de la construction de collèges, l'USAID travaille également sur la qualité des enseignements et de la gestion des écoles avec le renforcement de capacité des acteurs.

En construisant des collèges d'enseignement moyen proches des communautés, ce programme appuyé par l'USAID, à travers un accord de remboursement forfaitaire, vise à résoudre le problème de l'accueil des élèves orientés dans les grands centres. La communauté de Simbandi Balante a participé, depuis le début, au processus de construction du collège (de la sélection du site jusqu'à l'achèvement des travaux en passant par la construction).

L'exercice militaire international Flintlock 2016 a eu lieu au Sénégal

L'exercice militaire Flintlock a été lancé à la base aérienne de Thiès, à environ 70 km de Dakar, au Sénégal. En effet, du 8 au 28 février, des unités militaires sénégalaises ont accueilli des Forces d'opérations spéciales de plus de 19 pays européens et nord-américains pour une formation commune avec des soldats de 14 nations africaines. L'engagement militaire américain dans cet exercice a été mené par AFRICOM, le commandement militaire américain pour l'Afrique.

La cérémonie de lancement a été présidée par le chef d'état-major des armées du Sénégal, le général Amadou Kane et le commandant des opérations spéciales américaines en Afrique, le général Donald Bolduc, en présence de l'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, M. James Zumwalt.

L'Ambassadeur Zumwalt s'est adressé aux soldats qui participaient à l'exercice Flintlock en leur disant : « Lorsque vous serez à Podor, Bakel, Saint Louis, Kédougou, Dakar ou Thiès, et que vous parlez avec des gens qui, peut-être, n'interagissent pas souvent avec des hommes et des femmes de l'armée ou de la police, dites-leur pourquoi vous êtes ici. Parlez-leur des bonnes choses qu'une région sécurisée pourra apporter à leur vie. Montrez-leur qu'à travers nos actions collectives, les forces militaires de l'Afrique, de l'Europe, du Canada et des États-Unis sont professionnelles et dignes de l'appui de la population, parce que vous êtes l'alternative au terrorisme et à l'extrémisme. Les gens connaissent déjà et apprécient la protection que leurs propres forces sénégalaises offrent, mais vous pouvez démontrer que les armées de plus de 30 nations se tiennent aux côtés des Sénégalais pour la sécurité et la stabilité dans la région ».

Les activités de formation de Flintlock ont été axées sur l'accroissement de la coopération militaire dans la région et se sont déroulées dans plusieurs endroits, dont la base d'entraînement de Thiès. D'autres antennes de formation supplémentaires étaient situées à Podor, Bakel, et Saint Louis ainsi que sur des sites de formation mauritaniens, la Mauritanie recevant avec le Sénégal, cet exercice.

Le général Amadou Kane, Chef d'Etat-major de l'Armée de terre du Sénégal, reçoit le drapeau Flintlock des mains du général Bolduc, Commandant des opérations spéciales américaines en Afrique

Des soldats de plusieurs nations participent à la cérémonie d'ouverture de Flintlock 2016

L'exercice visait à accroître la sureté et la sécurité en Afrique de l'Ouest, la promotion de l'échange multilatéral des informations et le développement de l'interopérabilité entre les nations participantes. Flintlock est un exercice de formation annuel et s'est tenu l'année dernière au Tchad. Celui de cette année est le plus grand exercice Flintlock jamais organisé pour la formation militaire coopérative. Le Sénégal accueille pour la troisième fois cet exercice Flintlock, après 2005 et 2011.

Un jardin potager scolaire entre les mains de la communauté

Au moment de l'élaboration d'un nouveau projet, l'objectif prépondérant de tout volontaire du Corps de la Paix est la durabilité de ce projet après son départ de la communauté. Ceci signifie que, même au moment de solliciter une subvention pour le capital de démarrage d'un potager par exemple, un volontaire du Corps de la Paix se doit de planifier d'avance le transfert de responsabilité à la communauté pour le maintien et l'entretien à l'avenir. C'est exactement avec cet état d'esprit que la volontaire en agriculture durable, Lianna Reed, a abordé les démarches de son projet de jardin potager scolaire dans son petit village Bambara au sud-est de la région de Tambacounda.

Immédiatement après son installation dans le village, la communauté s'est rapprochée de Lianna avec une demande: un jardin potager pour leur école. Le village s'était essayé au jardinage dans les alentours proches de l'école les six années précédentes, mais, faute d'une clôture adéquate, il s'est avéré impossible de cultiver quoique ce soit sans que le bétail n'écrase et ne mange le fruit de leur labeur. Un groupe dévoué d'enseignants et de membres de la communauté, ainsi que Lianna et le directeur de l'établissement, ont élaboré un budget qui impliquait les contributions de la communauté et une subvention de *Feed the Future* pour acheter le matériel de clôture, les semences et un robinet. Les villageois ont fourni la main d'œuvre pour installer la clôture, creuser les tranchées pour la canalisation, creuser les parterres et repiquer les plantules de légumes.

Maintenant, plus d'une année plus tard, le jardin se trouve entièrement entre les mains de membres assidus de la communauté. Plutôt que d'incomber les responsabilités de maintien du jardin au directeur de l'école, aux élèves ou à la volontaire, la communauté toute entière est mise à contribution pour financer l'achat de l'eau et fournir la main d'œuvre.

Alors que la plupart des programmes de restauration scolaire comprend simplement du riz et des haricots, les légumes cultivés dans ce jardin potager scolaire fournissent des options nutritives supplémentaires aux élèves en pleine croissance. Le jardin sert aussi d'espace éducatif aux élèves et aux membres de la communauté pour apprendre des techniques d'agriculture et d'agroforesterie innovatrices et écologiquement durables. Plus important encore, le directeur de l'établissement et le village en général s'accordent sur le fait qu'ils seront en mesure de continuer l'utilisation et l'entretien de cet espace bien après le départ de Lianna.

Lianna initie les èlèves à l'entretien du potager

La mobilisation de toutes les franges de la communauté pour le potager

BAYER et l'USAID mettent à la disposition des populations du Sénégal des contraceptifs oraux abordables

Une conseillère en planification familiale explique l'utilisation de contraceptifs oraux à une étudiante

Résultat d'un nouveau partenariat public-privé entre Bayer HealthCare et l'USAID, Microgynon Fe est maintenant disponible dans les pharmacies locales à bas prix. Le prix abordable permet aux couples d'avoir un produit de planification familiale de qualité et à moindre coût.

Le partenariat est conçu pour offrir plus de choix de planning familial abordable et accessible aux femmes par le biais du secteur privé et pour répondre à la demande croissante des contraceptifs et de la durabilité totale de l'offre. Le planning familial permet aux couples de planifier les naissances comme ils le désirent, réduire le risque de grossesses non désirées et à risques et améliorer la santé des mères et de leurs enfants, tout en permettant l'espacement des grossesses.

Pendant des décennies, l'USAID a soutenu les programmes de planning familial au Sénégal fondés sur le principe de choix éclairé, pour s'assurer que des femmes et des familles ont suffisamment d'informations sur une large gamme de produits et de méthodes contraceptifs.

Dans cet élan, l'USAID Sénégal a travaillé aux côtés du ministère de la Santé et de l'Action sociale afin de soutenir les priorités du programme défini par le service de Santé de la Reproduction. Ce qui signifie qu'il faille assurer un accès équitable aux services de planification familial à toutes les communautés du Sénégal en s'assurant que les différentes méthodes contraceptives sont disponibles dans toutes les structures de santé publique.

Mme Sandra Clark, Première Conseillère de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal, a mis l'accent sur l'importance que jouent les partenariats public-privé en aidant les Etats à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD).
"Nous sommes heureux que cette importante initiative entre l'USAID et Bayer HealthCare s'étende au Sénégal, » a soutenu Mme Clark. « Le secteur privé a un important rôle à jouer en contribuant au développement durable, en s'assurant que les femmes au Sénégal ont accès à un approvisionnement durable de contraceptifs à prix abordables et de qualité,» a-t-elle ajouté.

Les femmes désireuses d'avoir de plus amples informations sur les contraceptifs doivent s'adresser à leur professionnel de soins de santé le plus proche.

Visite des autorités de MCC au Sénégal pour discuter d'un second Compact

Le Président Macky SALL reçoit la délégation du MCC

Une délégation de haut niveau du Millenium Challenge Corporation (MCC) dirigée par le Vice-président du Service des Opérations de Compact, Kamran Khan, a séjourné à Dakar, en fin décembre, pour présenter ses félicitations au Gouvernement du Sénégal après qu'il a été choisi par le Conseil d'administration de MCC en début décembre 2015 pour la préparation d'un second Compact. Le Vice-président Khan était accompagné par le Premier Vice-président Adjoint du Service des Opérations de Compact, Kyeh Kim, du Conseiller du Directeur Général, Jonathan Bloom, ainsi que de la Directrice des Programmes pour l'Afrique, Melissa Ho.

La délégation a été reçue par le Président Macky Sall et le Premier Ministre Mahammed Boun Abdullah Dionne. Elle a aussi rencontré le ministre de l'Economie et des Finances, Amadou Ba, et son homologue ministre des Infrastructures, Mansour Elimane Kane, ainsi que d'autres représentants de la communauté des bailleurs, du secteur privé et des organisations de la société civile pour discuter du processus de préparation du Compact.

Les Compacts consistent en des investissements quinquennaux substantiels destinés à éliminer les obstacles les plus significatifs à la croissance économique des pays concernés. Les pays doivent d'abord remplir les critères définis par le MCC qui collecte de manière transparente des données sur les politiques des tierces parties pour évaluer leur degré d'engagement en termes de gouvernance juste, de liberté et d'investissements au bénéfice des populations.

Le Sénégal a terminé avec succès la mise en œuvre de son premier Compact MCC au mois de septembre 2015 et a fait preuve d'un engagement constant à entreprendre des réformes sectorielles. Le Gouvernement du Sénégal s'est en outre engagé à mener à leur terme l'ensemble des activités entamées dans le cadre de la mise en œuvre du premier Compact et à garantir la pérennisation des investissements de MCC. La décision prise par le Conseil d'Administration de MCC reflète sa satisfaction quant à la mise en œuvre du premier Compact du Sénégal et les performances toujours améliorées tout au long du partenariat défini autour des critères de MCC.

En décidant de sélectionner le Sénégal, ainsi que la Côte d'Ivoire dernièrement, le Conseil d'Administration de MCC s'est proposé d'explorer des investissements potentiels pour éliminer les obstacles à la croissance économique de la région en même temps que d'autres investissements locaux, après avoir constaté que la croissance est aujourd'hui plus dépendante de l'intégration économique que jamais auparavant.

La sélection du Sénégal comme éligible par le Conseil d'Administration du MCC pour la préparation d'un second Compact constitue un exemple concret de la reconnaissance du niveau élevé de performance du pays dans le cadre du partenariat ainsi que son engagement à entreprendre des réformes et des investissements au bénéfice de ses populations.

Le Millenium Challenge Corporation est une agence autonome du Gouvernement des Etats-Unis qui œuvre pour la réduction de la pauvreté au niveau mondial par le renforcement de la croissance économique.

Le MCC qui a été créé en janvier 2004 par le Congrès des Etats-Unis, avec une solide adhésion des deux partis concernés, est chargé de fournir des financements et différentes formes d'assistance aux pays qui font preuve d'un engagement effectif en matière de bonne gouvernance, d'investissements au bénéfice des populations et de liberté économique.

D'avantage d'informations sur le MCC dans le site www.mcc.gov.

Élections aux USA : les enjeux vont bien au-delà de la Maison Blanche

Les feux de l'actualité sont braqués sur les prétendants à la Maison Blanche, mais les électeurs américains qui se rendront aux urnes le 8 novembre 2016 auront bien d'autres candidats à départager. Collectivement, ils vont choisir des milliers de responsables gouvernementaux, du niveau fédéral aux autorités locales en passant par l'échelon des États. Et ils le feront de manière pacifique. Les gagnants célèbreront leur victoire et les perdants s'inclineront de bonne grâce… avant d'élaborer des plans pour la prochaine élection.

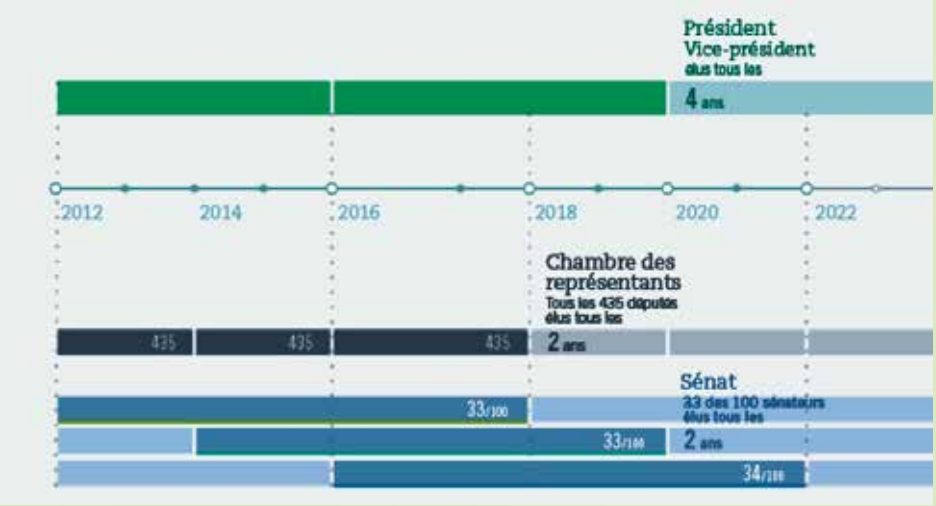
Au niveau fédéral, les électeurs sélectionneront les occupants de la plupart des sièges de la 115ème législature. En 2016, le tiers des sièges au Sénat et l'ensemble de ceux de la Chambre des représentants sont en jeu, conformément à la Constitution. Le but est de donner aux électeurs le pouvoir d'apporter des changements rapides au sein de la Chambre basse tout en préservant une certaine stabilité au Sénat.

Le parti majoritaire dans l'une ou l'autre Chambre du Congrès détient une influence importante sur son fonctionnement. Cela signifie, en l'occurrence, que ledit parti choisit les présidents des commissions, sélectionne les propositions de loi qui seront soumises à un vote et décide de bien d'autres affaires clés.

Au niveau fédéral, les juges ne sont pas élus. Pour autant, les électeurs américains influencent indirectement la composition du pouvoir judiciaire dans la mesure où les juges fédéraux sont nommés par le président, qui doit soumettre les candidatures au Sénat «pour avis et consentement».

Les élections à l'échelon local et des États

Les élections fédérales ne sont pas les seules à compter. En effet, la plupart des lois qui régissent le quotidien des Américains – comme l'interprétation d'un contrat d'affaires, les limites de vitesse ou le code de construction – sont établies par les États ou par les autorités locales qu'ils ont mandatées.



Contrairement à de nombreux autres pays, les États-Unis sont gouvernés par un système fédéral. Le gouvernement fédéral, c'est-à-dire national, possède seulement les pouvoirs qui lui sont spécifiquement attribués par la Constitution. Tous les autres pouvoirs appartiennent soit aux États soit au peuple américain.

Chaque État fédéré a sa propre constitution qui définit les pouvoirs dévolus aux différentes entités de son administration.

Les électeurs américains placeront-ils les deux chambres du Congrès entre les mains du même parti que celui du président ou opteront-ils pour la cohabitation ?

Certains États accordent plus de pouvoirs à l'exécutif, c'est-à-dire à leur gouverneur, que le Président n'en possède à l'échelle fédérale; d'autres en accordent moins. Par exemple, certains États donnent à leur gouverneur le droit de mettre un veto partiel, dit « line item veto », à une proposition de loi. Dans un tel cas, un gouverneur peut, par exemple, réduire les fonds alloués à un programme particulier tout en approuvant le reste du budget.

En 2016, 12 des 50 États choisiront leur gouverneur, tous devront élire des législateurs et beaucoup d'entre eux sélectionneront des juges. Au niveau local, les électeurs vont pourvoir différents postes électifs, dont des maires et des membres des conseils d'administration d'école. Au Massachusetts, au Vermont et au Nebraska, les électeurs choisiront des «observateurs de clôtures», à savoir les responsables chargés de l'inspection des palissades. (Leur tâche est de veiller à ce que les clôtures soient en bon état et n'empiètent pas sur la propriété du voisin.)

Que leur poste soit grandiose ou humble, tous les élus partagent une même responsabilité: faire tout leur possible pour représenter au mieux les citoyens qui ont voté pour eux.

Fiables ou pas, les sondages sont incontournables en politique

Omniprésents depuis belle lurette sur la scène politique américaine, les sondages d'opinion permettent aux candidats de savoir ce qui trotte dans la tête des électeurs, et à tout le monde de se faire une idée des personnalités dans le peloton de tête – des semaines, des mois, voire des années avant les élections suivantes.

Mais parfois, les sondages se trompent. En 1936, un sondage prévoyait la défaite du président sortant, Franklin D. Roosevelt. Le soir des élections, Thomas E. Dewey va se coucher, persuadé d'être le nouveau président. Le lendemain matin, il découvre que ce n'est pas le cas.
Les sondages d'opinion reposent malgré tout sur un fondement scientifique. Si on interroge un échantillon du public suffisamment grand et suffisamment représentatif, et qu'on lui pose un bon nombre de questions clairement formulées, on peut déterminer, avec un très bon degré de précision, l'opinion de l'ensemble de la population. Elmo Roper, George Gallup et Louis Harris, les pionniers des sondages, ont réussi à prédire les résultats d'élections de manière extrêmement précise. De nos jours, les candidats aux présidentielles ont tous leurs propres techniques sophistiquées pour recueillir des données sur l'opinion du public.

Des étudiants d'une université de l'État de New York réalisent des sondages par téléphone en 2005.

Dans le domaine de la politique, les sondages dégagent des informations sur des questions classiques. Par example:

- Est-ce que le pays se dirige dans la bonne direction ?
- Parmi les points suivants, combien auront une influence sur votre vote lors des prochaines élections ?

Et bien sûr…

- Si les élections avaient lieu aujourd'hui, voteriez-vous pour le candidat A ou le candidat B ?

Mais la campagne de 2016 donne du fil à retordre aux sondeurs. Pourquoi ? Les Américains utilisent de plus en plus leur téléphone portable au lieu du téléphone fixe. La loi fédérale autorise les appels effectués par des automates vers les téléphones fixes, mais pas les téléphones portables. Ces appels doivent donc être effectués par des personnes. Ça prend plus de temps, c'est moins efficace et ça coûte plus cher.

Pour réduire les coûts, les instituts de sondage interrogent une plus petite portion de la population, ou bien appellent beaucoup plus les téléphones fixes que les portables. Que l'on utilise l'une ou l'autre stratégie, les résultats risquent d'être moins fiables.

Ajoutons à cela que les personnes interrogées ne disent pas toujours ce qu'elles pensent vraiment, surtout si elles craignent que leurs réponses ne soient pas dans l'air du temps.

Quoi qu'il en soit, les sondages occupent encore le haut du pavé en 2016 dans la course à la Maison Blanche. C'est une bonne façon de s'informer et de savoir de quel côté la balance penche, mais n'oubliez pas : le seul scrutin qui compte, c'est celui du jour des élections.

Un vote, ça ne s'achète pas. Ça se mérite

Dans beaucoup de pays, c'est monnaie courante : les candidats politiques couvrent les électeurs de cadeaux : t-shirts, gourmandises, et même de l'argent. Dans certaines parties du monde, c'est une pratique ancestrale; les candidats pensent que de l'argent bien investi leur apportera le vote des électeurs le jour des élections.

Tout ce que ça donne, c'est de la mauvaise gouvernance. Et ça ne marche pas.
Selon Nic Cheeseman de l'Université d'Oxford, «tant que [vous, l'électeur] pensez voter à bulletin secret, il est vraiment tentant de prendre de l'argent à droite et à gauche, sachant que vous allez voter selon votre conscience et vos opinions de toute façon».

La professeure Jenny Guardado, politologue qui enseigne à la School of Foreign Service de l'Université de Georgetown, se range à cette théorie. Elle s'appuie sur les résultats du sondage d'Afrobarometer, un institut de recherche panafricain. D'après les rapports de l'étude, les électeurs d'Afrique subsaharienne croient fermement que leur vote est secret. Dans les pays africains, ajoute Jenny Guardado, «55 % des personnes à qui on a offert des cadeaux en ont reçu de plusieurs partis». Ces personnes voteront en fonction de leurs opinions ou bien «suivront d'autres avis».

Si on ne peut pas vraiment acheter les votes des électeurs, alors pourquoi les candidats distribuent-ils de l'argent ?
Nic Cheeseman a son opinion sur la question : «Si les candidats offrent de l'argent, dit-il, ce n'est pas parce qu'ils croient que ça va les aider à gagner les élections, mais parce que les électeurs l'exigent».

En fait, beaucoup de candidats considèrent «l'achat de votes» comme une pratique onéreuse et inefficace. Mais les électeurs doivent prendre conscience des problèmes qu'ils créent en acceptant les cadeaux. Quand des candidats distribuent de l'argent, la corruption risque d'augmenter en rendant les fonctionnaires redevables envers des personnes autres que celles qu'ils sont censés servir.

Nic Cheeseman s'est entretenu avec des membres du Parlement de plusieurs pays africains. Ils expliquent que si leurs collègues sont susceptibles de céder à la tentation de la corruption, c'est à cause des frais importants qu'il faut engager pour se faire élire. «Les élections peuvent coûter quatre ou cinq fois le salaire annuel d'un membre du Parlement. C'est pour ça que le financement des élections peut tomber dans un cycle de corruption politique», commente Nic Cheeseman.

Son conseil aux représentants qui cherchent à se faire réélire: «si vous pouvez montrer que vous avez fait construire une école dans votre district, les membres de votre collectivité seront beaucoup plus enclins à voter pour vous que si vous leur offrez de petites sommes d'argent pendant votre course aux élections».

Si vous voulez prendre les choses en mains et œuvrer à l'amélioration de votre collectivité, ces conseils vous guideront pour organiser des événements faisant appel à des volontaires.

Chaque Vote Compte. Ces bénévoles vous le diront !

Imaginez que votre travail consiste à appeler pendant des heures de parfaits inconnus, en leur répétant sans arrêt le même message. Imaginez qu'en plus de ça, vous deviez parcourir plusieurs kilomètres, par tous les temps, pour faire du porte-à-porte et questionner les gens sur leurs intentions de vote. Et pour varier les plaisirs, imaginez-vous en train d'écrire à la main des milliers de messages pour inciter les gens à voter le jour de l'élection.

Et maintenant, imaginez que tout cela, vous le fassiez sans être payé !

En ce moment-même, des milliers d'Américains remplis d'enthousiasme s'adonnent à cette tâche. Ce sont les bénévoles de la campagne présidentielle de 2016. Certains n'ont même pas encore l'âge de voter. Alors qu'est-ce qui les motive ?

Pour Nicolee Ambrose, ex-bénévole du parti républicain, aujourd'hui présidente honoraire de la Fédération nationale des jeunes républicains, c'était avant tout l'envie de changement – une source de motivation qui reste la plus importante pour les bénévoles aujourd'hui.

«Si tu as l'envie et si la campagne est bien organisée et qu'elle te donne des tâches à accomplir, tu peux faire des miracles, s'exclame Nicolee. Au lieu d'être déçu et de te plaindre, sans bouger de chez toi, tu peux sortir et changer les choses».

Nicolee Ambrose (à droite) et d'autres bénévoles

Grace Choi donne des instructions à des bénévoles démocrates qui se préparent à faire du porte- à-porte

Quand on donne de son temps et de son énergie, on décuple le pouvoir de son vote. «Tu peux influencer des centaines, voire des milliers de personnes», affirme-t-elle.
Grace Choi, une ancienne bénévole démocrate, a passé ses week-ends en 2008 à faire la navette entre son travail, à New York, et la Pennsylvanie: elle y faisait du porte-à-porte pour demander aux gens quel candidat ils allaient choisir. Tout juste sortie de l'université, et inspirée alors par le candidat Obama, elle se réjouissait de pouvoir «jouer un rôle dans l'amélioration de la vie autour de nous».

Née de parents coréens, Grace Choi a compris l'importance de la participation civique quand elle a vu que beaucoup de gens autour d'elle n'étaient pas inscrits sur les listes électorales. Et très peu d'informations sur les candidats et leurs programmes étaient disponibles en coréen.

Quand on est débutant, engager la conversation avec des inconnus sur le pas de leur porte peut être intimidant. «Je leur parlais de ce qui me poussait à soutenir le président et de mon parcours personnel, et des raisons pour lesquelles je donnais de mon temps pour être là, devant leur porte, raconte-t-elle. Quand tu parles de ton histoire personnelle, les gens ne peuvent pas la discréditer aussi facilement et t'envoyer promener».

Encore aujourd'hui, Grace et Nicolee conservent de bons souvenirs de leur activité bénévole. Passer de longues heures en compagnie d'autres bénévoles à téléphoner, ou à distribuer des tracts électoraux sous la pluie, ça permet de tisser des amitiés à vie et d'avoir «des anecdotes marrantes à partager avec eux jusqu'à la fin de ses jours», affirme Nicolee.

Au-delà de la camaraderie, toutes deux gardent la forte impression que ces heures ont vraiment permis de changer les choses. «Je savais que chaque vote comptait. Tous ces coups de fils et ces rencontres au porte-à-porte n'étaient qu'une goutte d'eau par rapport à l'immense machine du bénévolat, mais je savais que chaque vote, chaque circonscription, chaque État comptait. … J'avais pris part à quelque chose de plus grand que moi», explique Grace.

Et «c'est vraiment une chose géniale à faire, qui te recharge les batteries», résume Nicolee.

Destinataire :

Quoi de Neuf ?

Vous vous êtes déjà posé des questions sur comment obtenir un visa pour les États-Unis? Écoutez les audio-diffusions sur les procédures d'obtention du visa pour les États-Unis en français, pulaar et wolof ici :
Francais: http://ow.ly/Z9qtr
Wolof: http://ow.ly/Z9qvV
Pulaar: http://ow.ly/Z9qya

Panaroma est aussi en version électronique. Si vous souhaitez recevoir votre magazine par email, envoyez nous un message sur la page Facebook de l'Ambassade
Adresse: http://www.facebook.com/usembassydakar

Directeur de la publication : Marie BLANCHARD
Rédacteur en chef : Oumar WATT
Composition : Ndèye Fatou WILANE
Conception - Réalisation : POLYKROME
Route des Almadies • BP 49 Dakar Sénégal
Tél. (221) 33 879 40 00 • Fax: (221) 33 822 23 45
http://dakar.usembassy.gov

U.S. EMBASSY DAKAR